

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 4 (1997)
Heft: 1

Artikel: La crise économique des années '30 en Suisse et dans le monde : quelques remarques préliminaires
Autor: David, Thomas / Guex, Sébastien / Perrenoud, Marc
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-12434>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA CRISE ÉCONOMIQUE DES ANNÉES '30 EN SUISSE ET DANS LE MONDE

QUELQUES REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Depuis une quinzaine d'années, la crise des années '30 constitue un thème récurrent. La phase de crise économique et sociale que connaissent les pays développés depuis le début des années '70 a conduit de nombreux historiens, mais aussi des journalistes et hommes politiques, à multiplier les comparaisons entre notre époque et les années '30. Il y a peu paraissait dans le journal *Le Monde* un article d'André Fontaine, historien renommé et ancien directeur du quotidien français, intitulé «L'ombre des années trente». Cet article débutait en ces termes:

«Chômage, misère, corruption, poussée de l'extrême droite en Autriche, sondages et élections partielles montrant le discrédit où sont tombées chez nous classe politique et institutions: «L'Europe de cette fin de siècle, disait il y a quelques jours une personnalité allemande de passage, commence à ressembler aux années 30.» En un certain sens c'est vrai mais tout de même, que de différences!»¹

C'est sur cette question des différences et similitudes entre les phases récessives que le système capitaliste a connues jusqu'à aujourd'hui – crise de la fin du 19e siècle, des années '30 et récession contemporaine – que s'ouvre le dossier thématique. Au-delà des nombreuses dissemblances qu'il relève, *Pierre Dockès* considère qu'une caractéristique commune doit être mise en avant pour comprendre les phases récessives mentionnées ci-dessus: il s'agit de crises de mutation, c'est-à-dire de périodes durant lesquelles «l'ancien ordre productif est déstructuré alors qu'un nouvel ordre productif s'ébauche.» Il souligne par exemple que la crise des années '30 ne peut être pleinement comprise si l'on ne tient pas compte du fait qu'elle constitue le creuset dans lequel les caractères majeurs de la phase de croissance des Trente Glorieuses – production et consommation de masse; rapport salarial fordiste – se sont forgés. Cette approche, qui combine paradigmes théoriques et comparaisons historiques concrètes, amène P. Dockès à porter sur la crise économique actuelle une appréciation qui devrait donner à réfléchir, en particulier à celles et ceux qui occupent au sein des organisations du monde salarié des postes à responsabilités. De la phase récessive contemporaine est en train de naître un «néo-capitalisme» plus proche du paléo-capitalisme du XIXe siècle, que de ce capitalisme tempéré, fordiste et

social-démocrate, qui avait émergé de la Grande Crise et de la Seconde Guerre mondiale.»

Si l'étude de la crise des années '30 peut éclairer certains enjeux cruciaux de la période contemporaine, elle permet également de mettre en évidence quelques spécificités de l'évolution économique helvétique durant ce qu'on a appelé par la suite la Grande Crise.

Dans sa contribution consacrée à l'Europe, *Derek Aldcroft* souligne en effet qu'il y a eu d'importantes différences dans l'évolution économique des pays du Vieux-Continent durant la crise des années '30. Si plusieurs pays, comme la Finlande ou la Grèce, ont connu une croissance substantielle entre 1929 et 1937, un second groupe, dont la Suisse, a été beaucoup plus sérieusement touché par la Grande Crise. Une question surgit aussitôt: pour quelles raisons la Confédération helvétique a-t-elle appartenu au second groupe? D. Aldcroft apporte un élément de réponse. Il relève qu'en fait, c'est dans l'ensemble des pays du Bloc-or, soit la Suisse, la France, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas et la Pologne, que la récession s'est montrée particulièrement profonde et tenace. Selon l'auteur, l'attachement de ces pays à l'étalon-or jusque vers 1935/36 et, partant, leur politique déflationniste vigoureuse, est en grande partie responsable de la stagnation économique durable. Pourquoi, dans ces conditions, ces pays se sont-ils accrochés à l'étalon-or? Barry Eichengreen, dans un récent ouvrage de synthèse sur la période de l'entre-deux-guerres, souligne la nécessité de mettre l'accent sur les rapports de force politico-économiques pour expliquer les différentes politiques économiques suivies en Europe: «[...] different decisions across countries reflected differences in the balance of political power, between creditors who benefited from deflation and debtors who suffered, or between producers of internationally traded goods who benefited from devaluation and producers of domestic goods who were likely to be hurt.»²

Or, si pour la France, la Belgique ou les Pays-Bas, pour ne parler que des pays du Bloc-or, des recherches nombreuses et fouillées analysent et discutent cette problématique, il n'en va pas de même pour la Suisse. Rares sont les chercheurs qui se sont intéressés à l'histoire économique, et plus rares encore ceux qui se sont préoccupés de l'histoire de la politique économique de cette période. Pourtant, il y a plus de dix ans, Gérard Arlettaz avait lancé le débat en affirmant que la politique menée à l'époque par les autorités fédérales avait consacré «[...] le primat de la position financière de la Suisse dans le monde sur toute autre considération liée à l'évolution de la conjoncture intérieure.»³ Mais son article n'a guère suscité d'émules. C'est pourquoi, il nous a semblé utile de consacrer une large part de ce numéro thématique de *Traverse* au cas helvétique. Si, sur certains thèmes, en particulier la politique financière et monétaire

18 ■ de la Confédération, nous n'avons pas été en mesure, à notre grand regret, de

susciter de nouvelles recherches, les cinq articles consacrés exclusivement à la Suisse qui figurent dans ce volume permettent de dégager certaines conclusions intéressantes.

Ainsi, *Heiner Ritzmann-Blickenstorfer* met en évidence l'évolution conjoncturelle divergente des secteurs d'exportation et des secteurs tournés vers le marché intérieur. Si les premiers ont été touchés par la récession économique internationale dès 1929/30, ce n'est qu'en 1932/33 que les seconds sont entrés à leur tour dans une phase récessive. La crise en Suisse a été moins intense que dans d'autres pays européens, mais elle s'est prolongée plus longtemps.

L'historien zurichois aboutit à une autre conclusion, plus surprenante à première vue. Il semblerait que, durant les années '30, les différences cantonales aient eu tendance à s'amenuiser, les cantons à prédominance rurale, et donc les plus pauvres, semblant mieux résister à la crise que les cantons industriels. Cette conclusion, et il le souligne bien, ne saurait cependant s'appliquer au domaine des inégalités sociales.

La nécessité de replacer la récession des années '30 dans une périodisation plus large apparaît également aux détours des articles. Ainsi, *Beatrice Schumacher* qualifie la période 1914–1950 de «période noire» du tourisme, tandis qu'*Andrea Rosenbusch* montre que pour l'entreprise chimique Geigy, c'est l'ensemble de l'entre-deux-guerres qui peut être caractérisé de phase difficile. Dans les deux cas, le marasme a suscité ou accéléré d'importants changements, en particulier sur le plan organisationnel. Dans la firme bâloise, on assiste à la rationalisation administrative, ainsi qu'à la systématisation de la recherche. Les milieux du tourisme, dont les difficultés latentes s'aggravent considérablement à partir de 1930, ont cherché quant à eux leur salut dans la création d'une organisation professionnelle faîtière, mieux à même de défendre leurs intérêts auprès des sphères étatiques. Cette organisation a par ailleurs été le vecteur d'un certain renouvellement des pratiques à l'égard du phénomène «tourisme».

La récession a également engendré de nouveaux rapports de la Suisse avec et vis-à-vis de l'étranger. La dépression économique mondiale qui a débuté à la fin des années '20 s'est notamment caractérisée par l'effondrement du commerce mondial, sanctionné et aggravé par les politiques protectionnistes mises en place dès 1931 un peu partout dans les pays industrialisés. Dès lors, la Suisse a été amenée à rechercher de nouveaux marchés, ainsi que le montre *Peter Marbet* pour le Brésil. Cependant, cet intérêt helvétique pour l'Amérique latine allait au-delà de la recherche de nouveaux débouchés et s'explique également par l'importance des capitaux placés dans la région. En effet, ces placements financiers se trouvaient menacés durant les années '30 par le nationalisme économique de pays tels que le Brésil ou l'Argentine. D'où la nécessité de parvenir à des accords commerciaux et financiers avec ces gouvernements.⁴

A relever que la crise économique a également fortement renforcé les tendances nationalistes en Suisse. B. Schumacher montre par exemple que la chute du tourisme en provenance de l'étranger, en particulier d'Allemagne, durant les années '30, a incité les milieux concernés à promouvoir les stations helvétiques auprès des Suisses, soit en recourant à l'arsenal déjà constitué des valeurs nationales mythiques et musclées, soit en essayant d'y ajouter quelques fleurons. Présentée comme une «industrie nationale», l'horlogerie est restructurée durant cette période, après avoir été particulièrement frappée par la crise. *Marc Perrenoud* évoque le rôle qu'a joué l'intervention de l'État dans cette réorganisation supervisée par des banques, des industriels et des magistrats.

Les lecteurs ne manqueront pas de remarquer l'absence d'articles sur le chômage, pourtant une manifestation essentielle de la Grande Crise. L'explication en est simple: il y a une année, *traverse* a consacré au problème du chômage un dossier thématique complet, dont l'une des contributions portait précisément sur les années '30.⁵

Vu l'actualité du thème, nous espérons que ce numéro de *traverse* ne constituera pas une fin en soi et suscitera de nouvelles recherches.

Thomas David, Sébastien Guex, Marc Perrenoud

Notes

- 1 *Le Monde*, 30 octobre 1996, 1. Voir également le dernier numéro de la revue *Vingtième Siècle* (octobre-décembre 1996), consacré aux crises économiques du 20^e siècle, en particulier la contribution de J.-C. Asselain.
- 2 Barry Eichengreen, *Golden Fetters. The Gold Standard and the Great Depression, 1919-1939*, New York 1992, 23.
- 3 Gérald Arlettaz, «Crise et déflation. Le primat des intérêts financiers en Suisse au début des années 1930», *Relations internationales* 30 (1982), 163.
- 4 C'est en particulier le cas de l'Argentine: Antonio Sommariva, «L'accord commercial et financier de 1934 entre la Suisse et l'Argentine», in Bouda Etemad et Thomas David (éds), *La Suisse sur la ligne bleue de l'Outre-mer* (Les Annuelles No 5), Lausanne 1994, 95-103. De manière plus générale, on pourra consulter sur ces accords commerciaux et financiers les volumes 11 et 12 des *Documents Diplomatiques suisses*.
- 5 Bernard Degen, «Arbeitsbeschaffung, sozialer Frieden und Denkmalpflege. Der Basler Arbeitsrapen (1936-1984)», *Traverse* 2 (1996), 63-83. A ce sujet, nous renvoyons aussi à Marc Perrenoud, «Entre la charité et la révolution. Les Comités de chômeurs face aux politiques de lutte contre le chômage dans le canton de Neuchâtel lors de la crise des années 1930», in Jean Batou, Mauro Cerutti et Charles Heimberg (éds), *Pour une histoire des gens sans Histoire. Ouvriers, excluEs et rebelles en Suisse 19^e-20^e siècles*, Lausanne 1995, 105-111.